

IMPOSANT RASSEMBLEMENT DES CADRES SYNDICAUX DE ROUIBA

# L'ultimatum de l'UGTA aux pouvoirs publics

**«Ceux qui engagent la moindre agression à l'endroit d'une section syndicale, qu'ils sachent qu'il s'agit d'une attaque à l'adresse de l'UGTA. A ces derniers, nous disons, faites attention, notre réaction sera dure.» Les propos tenus par le secrétaire général de l'UGTA, lors de sa rencontre avec les cadres syndicaux de la zone industrielle de Rouiba, en présence des cadres syndicaux de la Centrale, attestent de la «détermination» de l'UGTA à croiser le fer avec les pouvoirs publics.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** -Démonstration de force réussie pour les cadres syndicaux de la zone industrielle de Rouiba. Le rassemblement observé hier dans la matinée au siège de la Maison du peuple Abdelhak-Ben Hamouda a été un succès total. Les centaines de cadres syndicaux représentant la zone industrielle de Rouiba ont crié haut et fort leur colère à l'adresse des cadres gestionnaires des entreprises situées au niveau de ladite zone.

Ainsi, tour à tour, le secrétaire général de l'Union locale de Rouiba, le secrétaire général du syndicat d'entreprise de la SNVI et le secrétaire général de l'Union de wilaya d'Alger ont pris la parole pour exprimer leur «opposition» et leur «colère» face à ce qu'ils qualifient d'«agressions caractérisées» à l'endroit du monde du travail, d'une manière générale et les représentants des travailleurs d'une manière particulière.

En cette occasion, les syndicalistes de l'Union locale de Rouiba ont dénoncé «le recours systématique de l'administration à la justice contre les travailleurs, alors que dans le même temps, les décisions de justice rendues en faveur des travailleurs ne sont pas systématiquement suivies d'exécution». Mokdad Messaoudi, de l'Union locale de Rouiba, évoque une «certaine complicité» entre les responsables des SGP et des directeurs d'unités qu'elles chapeautent qui est également décriée par les syndicalistes qui accusent ces responsables de «pourrir le climat social».

Le rassemblement, qui a duré plus d'une heure, a été suivi par une rencontre qui a eu lieu au siège du secrétariat national. Une réunion présidée par le premier responsable de la Centrale syndicale et lors de laquelle, il a tenu à écouter les doléances des cadres syndicaux de la base.

C'est dans cette optique que Sidi Saïd a tenu à rappeler en la circonstance que son «organisation est solidaire des actions et des luttes que mènent les travailleurs au niveau de la base». «La solidarité syndicale est le point cardinale de la lutte que mène l'UGTA. Au sein de notre organisation, il y a l'expérience et le savoir-faire. Nous avons exprimé du respect envers tous les cadres gestionnaires, et ce, qu'ils soient du secteur privé ou public. Mais il y a ceux qui nous agressent et agressent les travailleurs.

Et pourtant nous leur avons tendu la perche et nous les avons aidés dans l'exercice de leur fonction. Aujourd'hui, moi je me pose la

question, si quelque part, il y a une volonté délibérée de casser le secteur public et de procéder à la fermeture des entreprises qui sera suivie par le licenciement des travailleurs ?» s'est interrogé le secrétaire général de l'UGTA.

Sidi-Saïd, qui a réitéré pour la énième fois son soutien au combat que mènent les travailleurs au niveau de la base pour «arracher leurs droits», a porté à la connaissance des concernés que le ministre de l'Industrie «est disposé aujourd'hui à recevoir une délégation des représentants des travailleurs de la zone industrielle de Rouiba, accompagnés des cadres syndicaux de l'Union de wilaya d'Alger.

Cela dit, la réunion qui s'est tenue au siège du secrétariat national, en présence de plusieurs secrétaires nationaux dont MM. Telli, Djenouhat, Malki, Seguer et Guettiche, était un message fort adressé «à qui de droit pour mettre fin à cette situation aux conséquences inestimables».

Cela dit, lors de son intervention à la fin du rassemblement, le secrétaire général de l'Union locale de Rouiba a porté à l'attention des syndicalistes qui l'attendaient qu'«un délai de dix jours est accordé aux pouvoirs publics pour le règlement des problèmes posés, sinon la zone industrielle aura son mot à dire».

A. B.

REDRESSEURS DU FNA

## Congrès extraordinaire à haut risque à Boumerdès

**Le vent de redressement qui souffle sur le Front national algérien (FNA) de Moussa Touati risque de faire l'effet d'une bourrasque dévastatrice. Alors que Moussa Touati et ses partisans projettent d'organiser le 31 décembre une mégaconférence nationale à la coupole Mohamed-Boudiaf, les redresseurs du parti travaillent activement à tenir, les 30 et 31 décembre, un congrès extraordinaire à l'hôtel Soummam de Boumerdès.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** -Jamais les redresseurs du FNA n'ont été aussi proches de porter le coup de grâce à Moussa Touati. Le ministère de l'Intérieur leur reconnaît la qualité statutaire d'appeler et d'organiser un congrès extraordinaire du parti.

L'administration a, en effet, délivré l'autorisation nécessaire à l'organisation du conclave. Mis devant cette réalité, le président du parti, Moussa Touati, a introduit avant-hier dimanche un recours auprès du ministère de l'Intérieur.

Dans son recours, il a contesté aux redresseurs la légalité statutaire leur permettant d'or-

ganiser un congrès extraordinaire. Et ne s'attendant certainement pas à une réaction diligente du ministère de l'Intérieur, Moussa Touati a décidé d'opérer une démonstration physique de la représentative. Pour ce faire, il a rendu l'ensemble des présidents des bureaux de wilaya destinataires d'une note à travers laquelle il convie les membres du conseil national du parti à se rendre sur les lieux du congrès.

«Je suis désolé de vous demander de convoquer vos collègues membres du conseil national accompagnés chacun de 10 militants, et ce, pour que vous puissiez palper de plus près ce qui se trame autour de la stabilisation du parti et de la démoralisation de ses militants. Aussi, il nous est recommandé de défendre notre droit militant et politique et de ne pas permettre à l'administration d'exercer sa tutelle sur notre parti», écrit-il aux présidents des bureaux de wilaya, ajoutant : «Je demande aux membres du conseil national de rejoindre l'hôtel Soummam de Boumerdès jeudi soir afin d'y passer la nuit. Ceci pour participer à la conférence qui s'y tient le lendemain à partir de 9 heures.» Le risque d'une confrontation physique entre les redresseurs et les partisans de Moussa Touati est bien réel, tant est qu'ils vont

se retrouver le même jour au même endroit, les premiers pour tenir un congrès extraordinaire du parti et les seconds pour leur contester la prérogative d'agir ainsi. On se rappelle que le FNA a déjà vécu une contrainte organique similaire par le passé, lorsque les redresseurs avaient tenté en vain d'organiser un congrès extraordinaire dans une ville de l'Ouest algérien. La tentative n'avait pas alors abouti.

Le parti de Moussa Touati s'est distingué ces temps derniers par une franche opposition aux projets de loi intégrant les réformes politiques promises par le chef de l'Etat. Du coup, il n'est plus en odeur de sainteté avec les pouvoirs publics. Illustration de cette situation, le comportement de l'animatrice de l'émission «Hiwar Saâ» de la Télévision nationale envers le chef du groupe parlementaire du parti, Abdelkader Drihem, en l'occurrence. Ce dernier a, dimanche soir, quitté le plateau en plein débat pour protester contre l'animatrice de l'émission qui lui coupait la parole systématiquement. Hier, le député a protesté par courrier auprès du Premier ministre, du ministre de la Communication et du directeur général de la Télévision.

S. A. I.

COMPTES D'AFFECTATIONS SPÉCIALES DU TRÉSOR

## Karim Djoudi nie toute gestion opaque

**Le ministre des Finances, Karim Djoudi, a affirmé hier, en marge de la journée parlementaire sur la loi de règlement budgétaire, que les comptes d'affectations spéciales du Trésor, en somme les comptes spéciaux, sont gérés et contrôlés au même titre que les dépenses budgétaires. Une affirmation corroborée par le président de la Cour des comptes, Abdelkader Benmarouf, qui, lui, a parlé d'une gestion normale.**

«Qui a parlé de gestion opaque des comptes spéciaux ?», a rétorqué, un brin surpris, le ministre des Finances.

Selon lui, les comptes d'affectations spéciales du Trésor sont «soumis aux règles de contrôle et de maîtrise budgétaire et gérés de la même manière que le budget de l'Etat».

Karim Djoudi devait, au passage, relever la différence entre la dépense budgétaire et celle des comptes spéciaux. Celle-ci consiste, a-t-il souligné, en ce que la dépense des comptes spéciaux n'est pas clôturée avec un exercice précis, mais reportée d'un exer-

cice à un autre, contrairement à la dépense budgétaire.

Interrogé sur la gestion et le contrôle de ces comptes spéciaux, le président de la Cour des comptes, Abdelkader Benmarouf, a, pour sa part, souligné que leur gestion est «normale». Il faut dire que la gestion des comptes spéciaux a été mise à l'index à maintes reprises par des entités de la société civile ainsi que par des institutions internationales qui jugent cette gestion inefficace.

Notons que ces comptes spéciaux sont au nombre de 70 et sont créés pour des objectifs ou des politiques sectorielles précises. Cela étant, Abdelkader Benmarouf a, par ailleurs, indiqué que, dans le rapport d'appréciation de la Cour des comptes soumis au gouvernement, il est fait mention d'observations en matière d'exécution de certains budgets.

Parmi ces observations, a-t-il précisé, quelques anomalies relevées en matière de consommation des budgets ainsi qu'en matière de respect de la réglementation. Le président de la Cour des comptes n'a pas fourni de détails. Mais au-delà du contrôle des comptes spéciaux, c'est tout le contrôle budgétaire qui pose problème. Ce dernier

s'opère selon la règle de N-3, c'est-à-dire que ce sont les budgets de 2009 que l'Assemblée populaire nationale est appelée à contrôler cette année.

Les différents intervenants lors de cette journée d'études sur la loi de règlement budgétaire ont, au demeurant, souligné la nécessité de revoir la règle de N-3 et de rapprocher l'examen des budgets consacrés par les lois de finances.

La préoccupation se trouve être également celle des pouvoirs publics, puisque le ministre des Finances a fait savoir que son

département réfléchit au passage à la règle de N-2, voire N-1. «Notre souhait est d'aller à N-2, nous avons mis en place un processus de modernisation du système budgétaire qui intègre la comptabilité et nous attendons la généralisation du système informatique intégré pour pouvoir réaliser cet objectif.» En attendant, les députés présents à la journée parlementaire ont souligné la nécessité d'étendre le contrôle, jusque-là limité aux dépenses budgétaires, aux objectifs assignés.

S. A. I.

### DOSSIER DJEZZY

## L'accord de confidentialité signé avant la fin du mois

Le ministre des Finances a affirmé hier que l'accord de confidentialité, étape préalable à l'ouverture du data-room devant permettre l'évaluation des actifs de Djazzy en vue de son rachat par l'Algérie, sera signé avant la fin du mois avec la société russe Vimpelcom.

«Les négociations avancent normalement. L'accord de confidentialité sera signé avant la fin de l'année», a indiqué Djoudi.

S. A. I.